



Déclaration liminaire CSA-SD du 10 février 2025

Monsieur le Directeur Académique,
Mesdames et Messieurs les membres du CSA-SD,

Le PLFSS (Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale) 2025, qui impose 50 milliards d'euros de coupe budgétaire, vient de passer par 49.3. Amélie de Montchalin, ministre des Comptes publics, a qualifié cette initiative d' « effort historique », soulignant qu'il s'agit de la plus importante baisse des dépenses publiques depuis vingt-cinq ans. Il s'agit bien pour ce gouvernement de poursuivre et d'aggraver la politique engagée par le président, une politique offensive contre les droits des salariés et contre les services publics. Déjà dans notre département et notre ministère, la saignée pèse sur les élèves, leurs familles et les agents.

Selon des estimations récentes, les fonctionnaires ont perdu 30.5% de pouvoir d'achat depuis 2000 lié au gel du point d'indice, mais en plus il vont continuer à subir la dégradation des conditions de travail et de vie. Pire, leur santé sera impactée avec la baisse de l'indemnisation des congés maladie ordinaires de 10%, poussant de nombreux agents, déjà smicardisés à ne pas se soigner ou à s'appauvrir encore plus. Notre département subit une désertification médicale catastrophique, se soigner coûte de plus en plus aux salariés obligés d'avoir recours à des soignants, dans le privé, hors département, avec souvent des dépassements importants d'honoraires, non pris en charge y compris par les mutuelles.

Et comme si cela ne suffisait pas, le projet de réforme des retraites par point, mis en échec par plusieurs semaines de grève massive en 2019, fait son retour. En 2023, c'est la réforme des retraites Macron-Borne qui a poussé des millions de salariés à faire grève à de nombreuses reprises, et à manifester avec les jeunes, les retraités. Pour FO, la revendication prioritaire demeure l'abrogation de la réforme des retraites Macron-Borne.

Pour les personnels, les conséquences de ces politiques se retrouvent dans les registres en santé et sécurité au travail que nous étudions régulièrement pour notre département. De nombreuses fiches du registre portent sur des problématiques d'élèves en lien avec l'inclusion systématique et forcée. Le manque de places dans les ESMS prive nos élèves gersois notifiés des soins auxquels ils ont droit. La FneC FP FO demande l'ouverture de places en ESMS en urgence. Le CAR, projeté au Collège Carnot, suscite inquiétude et rejet des personnels qui ont déjà du mal à exercer leurs missions sans une injonction supplémentaire.

Pour le GERS, les conséquences des coupes budgétaires se retrouvent aussi :

- dans la suppression annoncée de 3 ETP de PE
- dans la suppression du poste l'infirmière des Lycées Pardailhan/Garros qui accueillent 2100 élèves dont 600 internes entraînant une charge de travail incompatible avec l'accomplissement des missions des agents
- dans des répartitions qui vont se faire sans texte de cadrage du choc des savoirs en 4e/3e
- dans le non-remplacement de professeurs, comme en français dans une classe de 1ère à Lecture entre septembre et janvier
- dans les refus de temps partiels accordés aux PE ayant parfois des conséquences lourdes sur leur santé mentale et physique. En effet, ces temps partiels sont souvent un moyen d'alléger leur service qui plus est, à leurs frais.
- dans la fermeture du service d'action éducative (SAE) par le département du Gers qui a un impact direct sur plusieurs centaines d'élèves et sur les professionnels qui les accompagnent à l'école, qu'ils soient assistants sociaux, infirmiers, médecins, administratifs ou membres de l'équipe éducative et pédagogique.
- dans les retards des contrôles réglementaires dans les collèges (entretien des ascenseurs, hottes aspirantes en cuisine, DTA amiante, désenfumage, gaz, électricité)
- dans le déficit de la sécurisation des collèges (accès, clôtures, vidéo surveillance)
- dans la récupération des moyens attribués au pass-culture, littéralement supprimés du jour au lendemain, induisant de la panique au sein des équipes qui avaient préparé des actions culturelles et empêchant certains projets de se mener.

Faire toujours plus avec moins de moyens n'est plus possible depuis longtemps déjà, les agents sont épuisés.

Dans cette situation générale particulièrement préoccupante, la FNEC FP-FO maintient toutes ses revendications :

- Annulation des suppressions de postes et création de tous les postes statutaires nécessaires!
- Abandon de l'acte 2 de l'école inclusive!
- Un statut de fonctionnaire et un vrai salaire pour les AESH, des recrutements d'AESH à hauteur des besoins!
- Augmentation des salaires et du point d'indice : 10% tout de suite!
- Abandon des contre-réformes!
- Abrogation de la réforme des retraites Macron-Borne!
- Retrait de toutes les mesures qui détruisent l'École publique!